



Guerre commerciale mondiale : ces risques et opportunités pour Maurice

La guerre commerciale sur le plan international a pris une nouvelle dimension sous l'impulsion de Donald Trump. Tributaire du marché international, Maurice voit des opportunités qui découlent de cette situation. Celle-ci ne sera cependant pas sans conséquence sur les importations et l'inflation.

FABRICE LARÉTIF - flaretif@dfmedia.info

Jusqu'où ira Donald Trump ? Le président des États-Unis est bien décidé à protéger le marché américain et cela se traduit par les décrets signés depuis sa prise de position. Le 10 février 2025 a vu la signature d'un décret qui cible les importations d'articles en acier et ses dérivés provenant d'Argentine, du Brésil, du Canada, de l'Australie, du Mexique, des pays de l'Union européenne, du Royaume-Uni ou encore du Japon. Les nouveaux droits de douane de 25 % entreront en vigueur le 12 mars prochain. Avant cela, Donald Trump avait annoncé des droits de douane de 25 % sur les importations provenant du Canada, du Mexique et des droits de douane de 10 % sur les importations chinoises.

Les annonces du président américain n'ont pas été sans conséquence sur le dollar. L'indice du dollar américain a baissé de 0,1 % en janvier dernier. Selon AON Solutions, le léger affaiblissement de l'indice du dollar américain s'explique par les politiques commerciales de l'administration Trump, notamment les droits de douane, qui ont créé de l'incertitude et des pressions inflationnistes.

NOUVELLES SANCTIONS

Cependant, l'effet Trump a été observé sur d'autres plans également. Autre exemple, le prix de l'or a augmenté de 7,3 % au cours du premier mois de l'année. L'affaiblissement du dollar américain, les attentes de réductions futures des taux d'intérêt par la Fed, l'incertitude sur le marché et les inquiétudes concernant les projets de tarifs douaniers du président américain Donald Trump ont contribué à ces gains.

Dans le même temps, le prix du pétrole a augmenté de 1,4 % en janvier. Cette hausse s'explique par les nouvelles sanctions imposées par les États-Unis au pétrole russe, qui ont suscité des inquiétudes quant à d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement. En outre, les réductions de production de certains membres de l'OPEP ont resserré l'offre de pétrole et exercé une pression à la hausse sur les prix.

Ajouté à cela, le mois de janvier a été positif pour les investisseurs à revenu fixe. Les rendements obligataires



Les annonces de Donald Trump ont créé un désordre dans le système du commerce international en général.

« L'African Growth and Opportunity Act (AGOA) prendra fin en septembre. En cas de non-extension, les exportations mauriciennes seront également sujettes à des taxes sur le marché américain. »

ont augmenté en raison de la montée des tensions géopolitiques et des incertitudes entourant la combinaison des politiques américaines de réduction d'impôts, de limitation de l'immigration et de droits de douane, ce qui a alimenté les attentes d'une hausse de l'inflation aux États-Unis. Pour autant, Sunil Boodhoo, directeur de l'International Trade au ministère des Affaires étrangères, fait observer que les annonces de Donald Trump ont créé un désordre dans le système du commerce international en général. Le président des États-Unis a ciblé des pays comme le Canada, le Mexique et la Chine. Cette dernière a répliqué et l'Union européenne s'apprête également à répondre en cas de droit de douane.

IMPACT SUR LE PETIT ÉTAT INSULAIRE

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA) est un accord qui donne l'accès à Maurice sur le marché américain sans franchise. Cependant,

Sunil Boodhoo rappelle que cet accord prendra fin en septembre prochain. En cas de non-extension de celui-ci, dit-il, les exportations mauriciennes seront également sujettes à des taxes sur le marché américain. Selon les données de Statistics Mauritius, les principales destinations des exportations mauriciennes pour le troisième trimestre 2024 étaient l'Afrique du Sud (12,7 %), les États-Unis (12,5 %), Madagascar (10,2 %), la France (8,7 %), le Royaume-Uni (8,6 %), l'Espagne (6,0 %) et les Pays-Bas (4,6 %).

Toutefois, à en croire le directeur de l'International Trade au ministère des Affaires étrangères, des opportunités peuvent se présenter pour Maurice dans l'éventualité que ses compétiteurs soient taxés aux États-Unis. Doit l'importance, selon Amit Bahirta, CEO d'ANNEAU, que Maurice se positionne correctement pour bénéficier de la lutte commerciale mondiale, pendant cette transition qui opère sur la scène internationale avec des super puissances

économiques comme les États-Unis et la Chine. « Maurice est un petit pays qui a historiquement de bonnes relations commerciales avec l'Europe, l'Inde, les États-Unis et la Chine », argue-t-il.

INFLATION

L'inflation mondiale penche vers une tendance baissière. L'inflation mondiale pourrait toutefois être relancée, poussée par les derniers développements dans l'arène géopolitique, dont les annonces de droits de douane par les États-Unis. Les répercussions risquent d'atteindre les pays importateurs de produits de base. À Maurice, la Banque centrale table sur un taux d'inflation de 3,7 % en 2025 après 3,6 % enregistré en décembre dernier.

Sunil Boodhoo fait observer que lors d'une guerre commerciale, les importations coûtent plus cher en raison d'une augmentation généralisée sur le marché mondial. Parmi les continents, l'Asie était le principal fournisseur pour Maurice avec une part de Rs



Sunil Boodhoo, directeur de l'International Trade au ministère des Affaires étrangères.



Amit Bahirta, CEO d'ANNEAU.

46,90 milliards, représentant 57,6 % des importations totales au cours du troisième trimestre 2024. Le directeur de l'International Trade au ministère des Affaires étrangères se veut néanmoins rassurant et souligne que très peu des importations du pays sont taxées à Maurice. « La Banque de Maurice a aussi pris des mesures pour contrôler l'inflation », ajoute-t-il.

Le plus important pour Maurice, selon Sunil Boodhoo, demeure ses exportations. « Certes, il y aura des répercussions en cas d'incertitude sur le marché mondial avec un bouleversement de l'ordre commercial. Néanmoins, il faut doter nos exportations pour soutenir notre développement économique », argumente-t-il. Le déficit commercial de Maurice pour le troisième trimestre 2024 s'élève à Rs 31,44 milliards, soit 9,1 % de plus que le déficit de Rs 47,13 milliards du trimestre précédent et 14,9 % de plus par rapport au trimestre correspondant de 2023.



QUESTIONS À...

DR. DRISHTYSINGH RAMDENE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MCCI :

« Ces nouveaux scénarios peuvent présenter des opportunités pour Maurice »

PROPOS RECUEILLIS PAR
FABRICE LARÉTIF

① L'élection de Donald Trump et ses annonces qui ont suivi semblent avoir jeté de l'huile sur le feu de la guerre commerciale. Quel pourrait être l'impact de cette guerre commerciale – qui prend une nouvelle dimension – sur Maurice ?

La situation actuelle introduit une nouvelle dynamique au niveau de la géopolitique mondiale, notamment en ce qui concerne la mise en application des tarifs douaniers sur différents pays. Plusieurs analyses économiques prévoient la possibilité de poussées inflationnistes. Cependant, ces nouveaux scénarios peuvent également présenter des opportunités pour Maurice, particulièrement si nous renforçons notre positionnement en tant que destination privilégiée pour les investissements et les exportations dans un environnement économique stable. La conjoncture économique actuelle peut offrir des perspectives intéressantes pour notre pays. Dans ce contexte, le renforcement de la collaboration entre les secteurs public et privé s'avère essentiel. Cette synergie permettra de mobiliser efficacement les instruments économiques à notre disposition – qu'il s'agisse de la politique monétaire, des mesures fiscales ou des mécanismes de soutien financier – afin d'optimiser les opportunités qui se présentent sur le marché international.

② L'inflation mondiale est en baisse. Les derniers développements dans l'arène géopolitique, avec l'imposition probable de droits de douane par les États-Unis sur les importations en provenance du Canada,

du Mexique, de la Chine et probablement de l'Union européenne, pourraient néanmoins inverser cette tendance et relancer l'inflation mondiale, avec des effets néfastes sur les pays qui dépendent fortement des importations de produits de base, selon la Banque de Maurice. Le taux d'inflation devrait atteindre 3,7 % en 2025, selon les prévisions de la Banque centrale, contre 3,6 % en décembre dernier. À quoi faut-il s'attendre par rapport au taux d'inflation durant ce premier semestre et aux prix des produits de base qui sont importés ?

L'évolution du taux d'inflation mondial a montré une tendance à la stabilisation au cours de l'année écoulée. Toutefois, cette apparente stabilité masque des variations importantes selon les catégories de produits : certains ont connu des hausses significatives sur les marchés internationaux, tandis que d'autres ont enregistré des baisses notables. Les projections de la Banque de Maurice suggèrent une possible hausse de l'inflation en 2025. Les évolutions du contexte international pourraient également entraîner des répercussions sur les coûts logistiques et les chaînes d'approvisionnement. L'interaction de ces différents facteurs économiques favorisera l'évolution des prix des produits de base dans les mois à venir, nécessitant une surveillance attentive et une adaptation continue de nos stratégies commerciales.

③ Quel rôle est-ce que la MCCI pourrait avoir afin de permettre de minimiser l'impact de cette guerre commerciale sur Maurice ? La MCCI assume un rôle stratégique en tant que facilitateur et catalyseur des

relations entre le gouvernement et les acteurs de la distribution, avec pour objectif d'enrichir l'offre sur le marché mauricien. Notre institution travaille activement avec les opérateurs économiques et les instances gouvernementales pour optimiser l'environnement des affaires et réduire les coûts opérationnels, contribuant ainsi à atténuer les effets de l'inflation d'origine externe. Notre stratégie s'articule autour de deux axes principaux : d'une part, le développement des opportunités sur les marchés d'exportation, et d'autre part, la promotion d'un environnement concurrentiel équitable «at level playing field» associée à la mise en place de systèmes d'approvisionnement transparents et performants. Cette approche globale vise à renforcer la résilience de notre économie face aux fluctuations des marchés internationaux.



« Plusieurs analyses économiques prévoient la possibilité de poussées inflationnistes. »

Félicitations à nos deux heureux gagnants !



S Peerbocus remporte Rs3,000,000

E F Cythérée remporte Rs500,000

Chaque transaction avec votre carte Absa ou Absa Pay est une nouvelle chance de gagner.

Your story matters



Terms and conditions apply.
Drawn upon randomly under the supervision of the
Gaming Regulator Authority (GRA) through a certified random
draw. Registration Number C20000023 is regulated by
the Bank of Mauritius and the Financial Services Commission.

Possible contestation des droits de douane sur le plan juridique

Dans un récent document publié par Strategia, il est indiqué que pour justifier l'imposition de ces droits de douane, le président Trump a invoqué la loi sur les pouvoirs d'urgence économiques internationaux (IEEPA). Cela n'avait jamais été utilisé auparavant dans ce contexte. « L'utilisation par Trump de l'IEEPA entraîne une responsabilité juridique importante, étant donné que les dispositions n'ont jamais été utilisées ou contestées auparavant. On s'attend à ce que les parties concernées contestent les droits de douane sur le plan juridique », est-il souligné. Chez Strategia, on est d'avis que la probabilité que ces droits de douane soient temporaires est assez élevée. Néanmoins, la volatilité devrait rester élevée à court terme.